
Bulgarie : enquête sur un complexe ukrainien illégal en bord de mer Noire

Description

L'affaire « Baba Alino », près de Varna sur la côte bulgare de la mer Noire, prend une dimension nationale après la découverte d'un vaste ensemble immobilier construit sans autorisations légales : environ 104 bâtiments, ainsi que des routes et infrastructures, auraient été édifiés sur plus de 100 hectares de zone boisée soumise aux restrictions environnementales.

Le projet est associé à la société ukrainienne KUB (KYB Corporation), active dans l'immobilier en Bulgarie. Les députés de Vuzrazdane, K. Kostadinov et K. Stoyanov, qui ont présenté le dossier à l'Assemblée nationale dès 2025, affirment qu'une organisation criminelle ukrainienne serait impliquée et demandent une enquête sur Nataliya Kisselova, qu'ils accusent d'avoir classé le dossier comme secret avant la fin de son mandat à la présidence de l'Assemblée nationale.

Les autorités judiciaires ont ouvert plusieurs investigations pour abus de fonction, faux documents, fausses déclarations et atteintes à des zones forestières protégées. Les enquêteurs cherchent aussi à comprendre comment ces constructions ont pu être enregistrées au cadastre sans permis de construire valides.

Le dossier inclut également un volet sensible concernant des ressortissants ukrainiens liés à KUB. Selon plusieurs responsables politiques, certains auraient fait l'objet de procédures d'expulsion ou d'interdiction de séjour pour motifs de sécurité nationale. Ces mesures n'auraient toutefois pas été pleinement exécutées, certaines ayant été suspendues. Des allégations évoquent aussi une possible intervention de l'ambassade d'Ukraine à Sofia dans ces démarches.

Le 28 mai, la police a perquisitionné l'entreprise, saisissant documents et matériel informatique. Plusieurs employés ont été interrogés. Le ministère du Développement régional a ordonné un audit des procédures de Varna afin d'identifier d'éventuelles défaillances administratives.

L'affaire a pris une dimension nationale après les déclarations du président Roumen Radev, qui estime que « *le dossier dépasse le cadre local et révèle l'existence d'un système ayant permis la réalisation prolongée d'un projet illégal malgré les mécanismes de contrôle* ». Il appelle à établir toutes les responsabilités et à enquêter sur d'éventuels faits de corruption.

Pour les autorités, l'affaire pourrait révéler des failles du contrôle urbanistique et d'éventuelles complicités administratives. Les enquêtes se poursuivent pour établir les responsables locaux et nationaux.

Sources : *bTV, Mediapool, News.bg, Fakti.bg, Nova.bg, Bntnew.bg, bta.bg.*

date créée

06/06/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Donika Hvarchilkova